Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Jugement civil no. 2025TALCH17/00081

Audience publique du mercredi, vingt-six mars deux mille vingt-cinq.

Numéro TAL-2021-02283 du rôle

Composition:

Carole ERR, vice-président,
Patricia LOESCH, premier juge,
Karin SPITZ, juge,
Pascale HUBERTY, greffier.

E n t r e

1) PERSONNE1.), fonctionnaire-stagiaire, et
2) PERSONNE2.), informaticien,
les deux demeurant à L-ADRESSE1.)

parties demanderesses aux termes d'une requête en opposition contre la taxation de l'état des frais et émoluments du 21 juin 2024 par Maître Charles KAUFHOLD, déposée en date du 16 décembre 2024,

comparaissant en personne,

e t

PERSONNE3.), demeurant à L-ADRESSE2.),

partie défenderesse aux fins de la prédite requête du 16 décembre 2024,

comparaissant par Maître Charles KAUFHOLD, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

L e T r i b u n a l

Les parties ont été informées par bulletin du 7 janvier 2025 de la fixation du présent litige en chambre du conseil du mercredi, 26 février 2025.

Entendu PERSONNE1.) et PERSONNE2.) en leurs explications,

Entendu PERSONNE3.) par l'organe de Maître Delphine DE TIMARY, avocat à la Cour, en remplacement de Maître Charles KAUFHOLD, avocat constitué.

L'affaire a été prise en délibéré par le président du siège.

Antécédents procéduraux

Par exploit d'huissier de justice du 23 février 2021, PERSONNE1.) et PERSONNE2.) (ci-après « les consorts ALIAS1.) ») ont fait donner assignation à PERSONNE3.) (ci-après « PERSONNE3.) ») et à la société à responsabilité limitée simplifiée SOCIETE1.) SARL-S (ci-après « la société SOCIETE1.) ») à comparaître par ministère d'avocat à la Cour devant le tribunal de ce siège.

Les consorts ALIAS1.) ont demandé au tribunal de :

- à titre principal :

- constater qu'il y a eu vente entre PERSONNE3.) et les consorts ALIAS1.) de la maison avec terrain sise L-ADRESSE2.),
- fixer le prix de vente à 863.000 EUR,
- condamner PERSONNE3.) à comparaître endéans le mois de la signification du jugement à intervenir en l'étude du notaire Cosita DELVAUX pour signer l'acte authentique,
- à défaut de comparution endéans ce délai, dire que le jugement à intervenir tiendra lieu d'acte authentique de vente,
- ordonner la transcription par le conservateur des hypothèques du jugement à intervenir,
- condamner la société SOCIETE1.) à payer aux consorts ALIAS1.) la somme de 59.720 EUR, sous réserve d'augmentation, avec les intérêts au taux légal à compter du jugement à intervenir, jusqu'à solde ;

- à titre subsidiaire :
 - constater qu'il y a eu vente entre PERSONNE3.) et les conjoints ALIAS1.) de la maison avec terrain sise L-ADRESSE2.) pour le prix de 970.000 EUR,
 - condamner PERSONNE3.) à comparaître endéans le mois de la signification du jugement à intervenir en l'étude du notaire Cosita DELVAUX pour signer l'acte authentique,
 - à défaut de comparution endéans ce délai, dire que le jugement à intervenir tiendra lieu d'acte authentique de vente,
 - ordonner la transcription par le conservateur des hypothèques du jugement à intervenir,
 - condamner PERSONNE3.) à payer aux conjoints ALIAS1.) la somme de 114.490 EUR et dire que, après compensation avec le prix de vente fixé dans le compromis, PERSONNE3.) n'aura donc droit qu'au paiement du prix de 855.510 EUR,
 - condamner la société SOCIETE1.) à payer aux conjoints ALIAS1.) la somme de 59.720 EUR, avec les intérêts au taux légal à compter du jugement à intervenir, jusqu'à solde ;

- à titre plus subsidiaire :
 - déclarer le compromis de vente nul,
 - pour autant que le compromis est nul pour cause de dol, condamner PERSONNE3.) et la société SOCIETE1.) solidairement, sinon *in solidum* au paiement de la somme de 91.300 EUR (sous réserve d'augmentation), augmentée à 144.121 EUR en cours d'instance, avec les intérêts au taux légal à compter du jugement à intervenir, jusqu'à solde,
 - pour autant que le compromis est nul pour cause d'erreur, condamner la société SOCIETE1.) au paiement de la somme de 91.300 EUR (sous réserve d'augmentation), augmentée à 144.121 EUR en cours d'instance, avec les intérêts au taux légal à compter du jugement à intervenir, jusqu'à solde ;

- en tout état de cause :
 - condamner PERSONNE3.) et la société SOCIETE1.) solidairement, sinon *in solidum* au paiement de la somme de 7.378,65 EUR (sous réserve d'augmentation), augmentée à 14.450,35 EUR en cours d'instance au titre des frais notariés et des frais d'avocat,
 - condamner PERSONNE3.) et la société SOCIETE1.) solidairement, sinon *in solidum* au paiement d'une indemnité de 3.000 EUR sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile,
 - les condamner solidairement, sinon *in solidum* aux dépens de l'instance, avec distraction au profit de l'avocat des conjoints NYSSSEN NIX, affirmant en avoir fait l'avance.

PERSONNE3.) a demandé au tribunal de :

- quant à la demande principale :
 - dire l'assignation nulle, sinon irrecevable, sinon caduque,

- débouter les consorts ALIAS1.) de leur demande,
 - dire non fondée la demande en suppression d'un passage de ses conclusions ;
- quant à sa demande reconventionnelle :
- pour autant que la demande principale à son encontre devrait être fondée, condamner la société SOCIETE1.) à la tenir quitte et indemne de toute condamnation prononcée à son encontre ;
 - condamner solidairement, sinon *in solidum* PERSONNE1.) et PERSONNE2.) au paiement de la somme de 97.000 EUR au titre de la clause pénale, avec les intérêts au taux légal à compter du 5 octobre 2020 (date butoir pour la passation de l'acte notarié), sinon du 11 décembre 2020 (date du procès-verbal de difficultés), sinon de l'introduction de l'affaire en justice,
 - condamner les consorts ALIAS1.) au paiement de dommages-intérêts de 10.000 EUR pour procédure abusive et vexatoire,
 - condamner les consorts ALIAS1.) au paiement de la somme de 21.263,96 EUR à titre de frais et d'honoraires d'avocat sur base de la responsabilité contractuelle sinon délictuelle ;
- en tout état de cause :
- condamner solidairement, sinon *in solidum* PERSONNE1.) et PERSONNE2.) au paiement d'une indemnité de 3.000 EUR sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile,
 - les condamner solidairement, sinon *in solidum* aux dépens de l'instance.

Par jugement civil no. 2023TALCH17/00292 du 20 décembre 2023, le tribunal d'arrondissement, siégeant en matière civile, a décidé ce qui suit :

« déclare le compromis de vente signé le 31 juillet 2020 entre PERSONNE3.) d'une part et PERSONNE1.) et PERSONNE2.) d'autre part caduc ;

déboute PERSONNE1.) et PERSONNE2.) de leur demande ;

déboute PERSONNE3.) de sa demande reconventionnelle ;

déboute la société à responsabilité limitée simplifiée SOCIETE1.) SARL-S de sa demande reconventionnelle ;

déboute PERSONNE1.) et PERSONNE2.), PERSONNE3.) et la société à responsabilité limitée simplifiée SOCIETE1.) SARL-S de leurs demandes respectives en obtention d'une indemnité de procédure sur base de l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile ;

condamne PERSONNE1.) et PERSONNE2.) in solidum aux dépens de l'instance. »

Procédure

Par requête déposée en date du 16 décembre 2024, les consorts ALIAS1.) ont relevé opposition contre une décision du 18 septembre 2024, par laquelle l'état des frais et

émoluments déposé le 21 juin 2024 par Maître Charles KAUFHOLD, représentant PERSONNE3.), a été taxé au montant de 1.577,32 EUR, dont 8,92 EUR à titre de droit fixe, 1.225,44 EUR à titre de droit proportionnel, 19,83 EUR à titre de droit gradué, 25,81 EUR à titre de déboursés, 217,60 EUR à titre de TVA et 79,72 EUR à titre de frais de signification.

Prétentions et moyens des parties

Les consorts ALIAS1.) soutiennent principalement qu'ils ont, dans le cadre du jugement du 20 décembre 2023, uniquement été condamnés aux dépens de l'instance mais que le jugement ne mentionne nullement une condamnation aux frais ni une condamnation aux frais et dépens avec distraction au profit d'un avocat. Ainsi, la réclamation des frais et émoluments par Maître Charles KAUFHOLD serait à rejeter.

Subsidiairement, si Maître Charles KAUFHOLD devait être fondé à réclamer des frais au titre du jugement du 20 décembre 2023, les consorts ALIAS1.) soutiennent qu' *« il est erroné d'inclure dans les dépens le droit proportionnel en application du règlement grand-ducal du 21 mars 1974 concernant les droits et émoluments, alloués aux avoués et aux avocats (...) en tant qu'honoraires, ceux-ci n'étant pas inclus dans les dépens. »*

Ils estiment que dans cette hypothèse, le montant des frais réclamés devrait s'élever à maximum 423,21 EUR.

Encore plus subsidiairement, les consorts ALIAS1.) contestent le montant de l'intérêt du litige qui a été pris en considération pour le calcul du droit proportionnel. En se basant sur l'article 5 du règlement du 21 mars 1974 concernant les droits et émoluments alloués aux avoués et aux avocats, ils soutiennent que leur demande principale portait sur la réduction du prix de vente de 107.000 EUR de sorte que ce montant représente la valeur du litige.

En ce qui concerne la demande reconventionnelle de PERSONNE3.) d'un montant de 97.000 EUR, les consorts ALIAS1.) soutiennent, en application de l'article 12 du règlement grand-ducal du 21 mars 1974 concernant les droits et émoluments alloués aux avoués et aux avocats que, dans la mesure où cette demande a été rejetée, le chiffre de la condamnation est de zéro et aucun droit proportionnel n'est redu de ce chef.

Ils concluent à la recevabilité de leur requête en opposition à taxation malgré l'absence d'un exécutoire.

Maître Charles KAUFHOLD conclut à l'irrecevabilité de la requête en opposition à taxation à défaut d'exécutoire intervenu.

Quant au fond, il se rapporte à prudence de justice.

Motifs de la décision

- Quant à la recevabilité

Aux termes de l'article 676 du Nouveau Code de procédure civile, la manière de procéder à la liquidation des dépens et frais est déterminée par des règlements grand-ducaux.

Les droits et émoluments alloués aux avoués près la Cour supérieure de Justice sont fixés par le règlement grand-ducal du 21 mars 1974 concernant les droits et émoluments alloués aux avoués et aux avocats (ci-après « le règlement de 1974 »). La liquidation et le recouvrement se font suivant les dispositions du décret du 16 février 1807 relatif à la liquidation des dépens (ci-après « le décret de 1807 »), toujours en vigueur et d'application générale.

Aux termes de l'article 6 du décret de 1807, « l'exécutoire ou le jugement au chef de la liquidation seront susceptibles d'opposition. L'opposition sera formée dans les trois jours de la signification à avoué avec citation: il y sera statué sommairement (...) ».

En l'occurrence, l'opposition est dirigée contre la décision de taxation et non contre l'exécutoire qui n'a en l'espèce pas encore été délivré.

Le décret de 1807 n'interdit pas l'exercice de la voie de recours de l'opposition contre la seule décision de taxation, et avant la délivrance de l'exécutoire, si, comme en l'espèce, la décision de taxation est communiquée officiellement au mandataire de la partie condamnée, et ce en vue du règlement amiable de la taxe.

En cas de contestation de la décision de taxation par la partie condamnée aux dépens, celle-ci peut, sans avoir à attendre la délivrance de l'exécutoire, former opposition contre la décision de taxation (en ce sens: Cour d'appel 18 novembre 2008, n° 32677 et 33012 du rôle; Cour d'appel 16 décembre 2015, n° 39412 du rôle).

L'opposition dans les trois jours et devant la Chambre du conseil est la seule voie que l'article 6 du décret supplémentaire du 16 février 1807 ouvre contre la taxe des dépens, tout aussi bien dans le cas où le recours soulève une question d'admissibilité de l'un ou de l'autre des articles taxés, que dans celui où il s'agit de la quotité de l'un de ces articles (Cour d'appel 9 mars 1894, P. 3, 542).

L'opposition contre la décision de taxation, formée dans le délai et non autrement critiquée quant à sa recevabilité, est recevable.

- Quant au fond

Par jugement du 20 décembre 2023, les consorts ALIAS1.) ont été condamnés, en application de l'article 238 du Nouveau Code de procédure civile, *in solidum* aux dépens de l'instance.

Ils contestent la qualité de Maître Charles KAUFHOLD à procéder au recouvrement forcé des dépens au motif qu'aucune distraction n'a été prononcée à son profit.

La distraction constitue pour le mandataire le droit de recouvrer directement contre la partie condamnée ceux des dépens dont il a fait l'avance sans en avoir reçu provision. Il s'agit dans ce cas d'une créance personnelle.

Dans le cas contraire, à savoir lorsqu'il n'a pas fait l'avance des frais, il agit en recouvrement pour le compte de son mandant, tout comme il le fait pour toute condamnation quelconque intervenue au profit de son mandant dans le cadre d'un litige.

C'est dès lors à bon droit que l'état des frais et émoluments a été présenté par l'intermédiaire de Maître Charles KAUFHOLD pour le compte de PERSONNE3.).

Les consorts ALIAS1.) contestent encore l'état de taxation en ce qu'il inclut les frais de signification du jugement du 20 décembre 2023.

Les dépens peuvent être définis comme « partie des frais engendrés par le procès (droit de timbre et d'enregistrement, droit de plaidoiries, frais dus aux officiers ministériels, taxe des témoins, frais et vacations des experts) » (Gérard Cornu, Vocabulaire juridique, V° « dépens »).

Il en résulte que les frais de signification du jugement du 20 décembre 2023 font partie des dépens de sorte que c'est à bon droit qu'ils ont été taxés au montant de 79,72 EUR, pièce justificative à l'appui.

Les consorts ALIAS1.) soutiennent subsidiairement qu'« *il est erroné d'inclure dans les dépens le droit proportionnel en application du règlement grand-ducal du 21 mars 1974 concernant les droits et émoluments, alloués aux avoués et aux avocats (...) en tant qu'honoraires, ceux-ci n'étant pas inclus dans les dépens.* »

Outre le fait que le tribunal a du mal à comprendre la prétention des consorts ALIAS1.), force est de constater que le droit proportionnel tel que retenu dans l'état de taxation litigieux, ne comporte pas d'honoraires, qui ne sont, tels que l'indiquent à bon droit les opposants, pas à inclure dans les dépens.

Les consorts ALIAS1.) contestent finalement le montant de la valeur du litige retenu pour déterminer le montant du droit proportionnel.

L'article 1^{er} du règlement de 1974 prévoit l'allocation, dans toute instance, d'un droit fixe et d'un droit proportionnel aux avoués en cause, indépendamment de leurs déboursés.

Le droit fixe qui s'élève au montant de 8,92 EUR n'est pas contesté en l'espèce.

L'article 4 du règlement de 1974 prévoit que le droit proportionnel est fixé par tranches, selon l'intérêt du litige.

Suivant l'article 5 du règlement de 1974, le droit proportionnel est calculé sur le total des montants des conclusions tant principales qu'incidentes et reconventionnelles.

En application de l'article 10 du règlement de 1974, « *la valeur d'un immeuble, lorsqu'elle n'est pas exprimée dans l'acte, est obtenue en multipliant le revenu annuel par vingt-cinq pour les immeubles ruraux et par vingt, pour les immeubles urbains (...)* ».

L'article 12 du règlement de 1974 dispose : « *lorsque la demande en dommages et intérêts est soit l'accessoire d'une demande principale, soit l'objet ou l'accessoire d'une demande reconventionnelle fondée exclusivement sur la demande principale, elle entre en ligne de compte pour le calcul de l'émolument, mais seulement jusqu'à concurrence du chiffre de la condamnation* ».

En l'espèce, il y a lieu de fixer le droit proportionnel en fonction de l'intérêt du litige, à déterminer suivant les dispositions des articles 5, 10 et 12 du règlement de 1974.

En l'espèce, les consorts ALIAS1.) ont, à titre principal, présenté une demande en exécution forcée d'une vente immobilière dont le prix a été fixé suivant compromis de vente du 31 juillet 2020 au montant de 970.000 EUR.

Ainsi, en application de l'article 10 du règlement de 1974 qui renvoie, pour la détermination de la valeur du litige en matière d'immeuble, à la valeur exprimée dans l'acte, il y a lieu de se référer au prix de l'immeuble fixé d'un commun accord des parties dans le compromis de vente du 31 juillet 2020. Il y a partant lieu de retenir, pour le calcul du droit proportionnel de la demande principale le montant de 970.000 EUR.

La demande reconventionnelle de PERSONNE3.) pour un montant de 97.000 EUR était une demande en dommages et intérêts à laquelle il n'a pas été fait droit, de sorte qu'il n'y a pas lieu de la prendre en considération pour déterminer la valeur du litige.

Contrairement à ce qui avait été retenu dans la décision de taxation du 18 septembre 2024, l'intérêt du litige, qui sert de base au calcul du droit proportionnel, s'élève donc au montant de 970.000 EUR.

Le droit proportionnel s'établit partant comme suit :

Tranches	taux	montant
De 1 à 1.735,25 EUR	3 %	52,06 EUR
de 1.735,26 à 3.470,51 EUR	2 %	34,70 EUR

de 3.470,52 à 6.445,23 EUR	1 %	29,75 EUR
de 6.445,24 à 14.873,61 EUR	0,50%	42,14 EUR
de 14.873,62 à 24.789,35 EUR	0,25%	24,79 EUR
de 24.789,36 à 970.000 EUR	0,10 %	945,21 EUR

TOTAL : **1.128,65 EUR**

A défaut d'autres contestations, il y a lieu, par réformation de la décision de taxation du 18 septembre 2024, de fixer l'état comme suit :

Droit fixe :	8,32 EUR
Droit proportionnel :	1.128,65 EUR
Droit gradué :	19,83 EUR
Débours :	<u>25,81 EUR</u>

Sous-total :	1.182,61 EUR
TVA 17% :	<u>201 EUR</u>

TOTAL émoluments : 1.383,61 EUR

+ Frais de signification : 79,72 EUR

GRAND TOTAL : **1.463,33 EUR.**

Par ces motifs

le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, dix-septième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement, les parties entendues en chambre du conseil,

déclare l'opposition à la décision de taxation déposée le 16 décembre 2024 recevable et partiellement fondée,

par réformation de la décision de taxation du 18 septembre 2024,

dit que le droit proportionnel s'élève au montant de 1.128,65 EUR HTVA,

taxe l'état des frais et émoluments déposé le 21 juin 2024 au greffe du tribunal d'arrondissement de Luxembourg par Maître Charles KAUFHOLD au montant de 1.463,33 EUR TTC,

laisse les frais à charge de l' État.